

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 1524

DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Presidente del Consiglio dei ministri e, *ad interim*,
Ministro degli affari esteri**

(BERLUSCONI)

e dal Ministro della giustizia

(CASTELLI)

di concerto col Ministro dell'interno

(SCAJOLA)

e col Ministro dell'economia e delle finanze

(TREMONTI)

(V. *Stampato Camera n. 2412*)

approvato dalla Camera dei deputati il 19 giugno 2002

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 21 giugno 2002*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale per la repressione del finanziamento del terrorismo, fatta a New York il 9 dicembre 1999, e norme di adeguamento dell'ordinamento interno

DISEGNO DI LEGGE

CAPO I

RATIFICA ED ESECUZIONE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale per la repressione del finanziamento del terrorismo, fatta a New York il 9 dicembre 1999, di seguito denominata «Convenzione».

Art. 2.

1. Piena e intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto previsto dall'articolo 26 della Convenzione stessa.

CAPO II

SANZIONI

Art. 3.

1. Le disposizioni del decreto legislativo 8 giugno 2001, n. 231, e successive modificazioni, si applicano, in quanto compatibili, ai soggetti di cui agli articoli 1 e 5 del medesimo decreto legislativo, in relazione a delitti che siano stati commessi ponendo in essere uno degli atti di cui all'articolo 2 della Convenzione.

2. Si applica la sanzione pecuniaria da trecento a settecento quote.

3. L'importo della quota di cui al comma 2 va da un minimo di 200 euro a un massimo di 500 euro.

4. Si applica, altresì, la sanzione dell'interdizione dall'esercizio dell'attività e della sospensione delle autorizzazioni, licenze o concessioni, per un periodo di durata non inferiore a sei mesi e non superiore a tre anni.

5. Se l'ente o una sua unità organizzativa viene utilizzato allo scopo, unico o prevalente, di consentire o agevolare la commissione dei reati in relazione ai quali è prevista la sua responsabilità, sono sempre disposte l'interdizione definitiva dall'esercizio dell'attività e la revoca delle autorizzazioni, licenze o concessioni.

Art. 4.

1. All'articolo 2, comma 1, del decreto-legge 12 ottobre 2001, n. 369, convertito, con modificazioni, dalla legge 14 dicembre 2001, n. 431, dopo le parole: «di beni e servizi,» sono inserite le seguenti: «il divieto di prestazione di servizi finanziari,».

Art. 5.

1. All'articolo 26 della legge 19 marzo 1990, n. 55, dopo il comma 1 è aggiunto il seguente:

«I-bis. Le disposizioni del comma 1 si applicano anche quando l'attività illecita integri i delitti previsti dall'articolo 270-bis del codice penale in relazione alle condotte di finanziamento del terrorismo, anche internazionale».

CAPO III

FONDO PER LE VITTIME
DEL TERRORISMO

Art. 6.

1. All'articolo 1 della legge 20 ottobre 1990, n. 302, e successive modificazioni, dopo il comma 1 è inserito il seguente:

«*I*-bis. Le disposizioni del comma 1 non si applicano nei casi in cui l'elargizione sia stata già richiesta o corrisposta da altro Stato».

Art. 7.

1. Le somme provenienti dalle confische operate per reati di terrorismo, anche internazionale, affluiscono ad apposito capitolo dell'entrata del bilancio dello Stato, alla voce «Ministero dell'interno», per essere riassegnate, con decreto del Ministro dell'economia e delle finanze, ad apposito capitolo dello stato di previsione del Ministero dell'interno.

2. Per la destinazione delle somme di cui al comma 1 del presente articolo si applica la disposizione dell'articolo 12-*sexies*, comma 4-*ter*, del decreto-legge 8 giugno 1992, n. 306, convertito, con modificazioni, dalla legge 7 agosto 1992, n. 356, introdotto dall'articolo 24 della legge 13 febbraio 2001, n. 45.

CAPO IV

ENTRATA IN VIGORE

Art. 8.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA RÉPRESSION
DU FINANCEMENT DU TERRORISME**



NATIONS UNIES

1999

Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme

Préambule

Les États Parties à la présente Convention,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les États,

Profondément préoccupés par la multiplication, dans le monde entier, des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations,

Rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui figure dans la résolution 50/6 de l'Assemblée générale du 24 octobre 1995,

Rappelant également toutes les résolutions de l'Assemblée générale en la matière, notamment la résolution 49/60 du 9 décembre 1994 et son annexe reproduisant la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, dans laquelle les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont réaffirmé solennellement qu'ils condamnaient catégoriquement comme criminels et injustifiables tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les États et les peuples et menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des États,

Notant que dans la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, l'Assemblée a également encouragé les États à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question,

Rappelant la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, à l'alinéa f) du paragraphe 3 de laquelle l'Assemblée a invité les États à prendre des mesures pour prévenir et empêcher, par les

moyens internes appropriés, le financement de terroristes ou d'organisations terroristes, qu'il s'effectue soit de manière directe, soit indirectement par l'intermédiaire d'organisations qui ont aussi ou prétendent avoir un but caritatif, culturel ou social, ou qui sont également impliquées dans des activités illégales telles que le trafic illicite d'armes, le trafic de stupéfiants et l'extorsion de fonds, y compris l'exploitation de personnes aux fins de financer des activités terroristes, et en particulier envisager, si besoin est, d'adopter une réglementation pour prévenir et empêcher les mouvements de fonds soupçonnés d'être destinés à des fins terroristes, sans entraver en aucune manière la liberté de circulation des capitaux légitimes, et intensifier les échanges d'informations sur les mouvements internationaux de tels fonds,

Rappelant également la résolution 52/165 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1997, dans laquelle l'Assemblée a invité les États à considérer en particulier la mise en oeuvre de mesures telles que celles qui sont énumérées aux alinéas a) à f) du paragraphe 3 de sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996,

Rappelant en outre la résolution 53/108 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1998, par laquelle l'Assemblée a décidé que le Comité spécial créé par sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996 élaborerait un projet de convention internationale pour la répression du financement du terrorisme afin de compléter les instruments internationaux existants portant sur le terrorisme,

Considérant que le financement du terrorisme est un sujet qui préoccupe gravement la communauté internationale tout entière,

Notant que le nombre et la gravité des actes de terrorisme international sont fonction des ressources financières que les terroristes peuvent obtenir,

Notant également que les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas expressément du financement du terrorisme,

Convaincus de la nécessité urgente de renforcer la coopération internationale entre les États pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir le financement du terrorisme ainsi qu'à le réprimer en en poursuivant et punissant les auteurs,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention :

1. «Fonds» s'entend des biens de toute nature, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers, acquis par quelque moyen que ce soit, et des documents ou instruments juridiques sous quelque forme que ce soit, y compris sous forme électronique ou numérique, qui attestent un droit de propriété ou un intérêt sur ces biens, et notamment les crédits bancaires, les chèques de voyage, les chèques bancaires, les mandats, les actions, les titres, les obligations, les traites et les lettres de crédit, sans que cette énumération soit limitative.
2. «Installation gouvernementale ou publique» s'entend de toute installation ou de tout moyen de transport, de caractère permanent ou temporaire, qui est utilisé ou occupé par des représentants d'un État, des membres du gouvernement, du parlement ou de la magistrature, ou des agents ou personnels d'un État ou de toute autre autorité ou entité publique, ou par des agents ou personnels d'une organisation intergouvernementale, dans le cadre de leurs fonctions officielles.
3. «Produits» s'entend de tous fonds tirés, directement ou indirectement, de la commission d'une infraction telle que prévue à l'article 2, ou obtenus, directement ou indirectement, grâce à la commission d'une telle infraction.

Article 2

1. Commet une infraction au sens de la présente Convention toute personne qui, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention de les

voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre :

a) Un acte qui constitue une infraction au regard et selon la définition de l'un des traités énumérés en annexe;

b) Tout autre acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil, ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

2. a) En déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, un État Partie qui n'est pas partie à un traité énuméré dans l'annexe visée à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article peut déclarer que, lorsque la présente Convention lui est appliquée, ledit traité est réputé ne pas figurer dans cette annexe. Cette déclaration devient caduque dès l'entrée en vigueur du traité pour l'État Partie, qui en notifie le dépositaire;

b) Lorsqu'un État Partie cesse d'être partie à un traité énuméré dans l'annexe, il peut faire au sujet dudit traité la déclaration prévue dans le présent article.

3. Pour qu'un acte constitue une infraction au sens du paragraphe 1, il n'est pas nécessaire que les fonds aient été effectivement utilisés pour commettre une infraction visée aux alinéas a) ou b) du paragraphe 1 du présent article.

4. Commet également une infraction quiconque tente de commettre une infraction au sens du paragraphe 1 du présent article.

5. Commet également une infraction quiconque :

a) Participe en tant que complice à une infraction au sens des paragraphes 1 ou 4 du présent article;

b) Organise la commission d'une infraction au sens des paragraphes 1 ou 4 du présent article ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre;

c) Contribue à la commission de l'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1 ou 4 du présent article par un groupe de personnes agissant de concert. Ce concours doit être délibéré et doit :

i) Soit viser à faciliter l'activité criminelle du groupe ou en servir le but, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction au sens du paragraphe 1 du présent article;

ii) Soit être apporté en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction au sens du paragraphe 1 du présent article.

Article 3

La présente Convention ne s'applique pas lorsque l'infraction est commise à l'intérieur d'un seul État, que l'auteur présumé est un national de cet État et se trouve sur le territoire de cet État, et qu'aucun autre État n'a de raison, en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 7, d'établir sa compétence, étant entendu que les dispositions des articles 12 à 18, selon qu'il convient, s'appliquent en pareil cas.

Article 4

Chaque État Partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour :

a) Ériger en infractions pénales au regard de son droit interne les infractions visées à l'article 2;

b) Punir ces infractions de peines appropriées compte tenu de leur gravité.

Article 5

1. Chaque État Partie, conformément aux principes de son droit interne, prend les mesures nécessaires pour que la responsabilité d'une personne

morale située sur son territoire ou constituée sous l'empire de sa législation soit engagée lorsqu'une personne responsable de la direction ou du contrôle de cette personne morale a, en cette qualité, commis une infraction visée à l'article 2. Cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.

2. Elle est engagée sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.

3. Chaque État Partie veille en particulier à ce que les personnes morales dont la responsabilité est engagée en vertu du paragraphe 1 fassent l'objet de sanctions pénales, civiles ou administratives efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces sanctions peuvent être notamment d'ordre pécuniaire.

Article 6

Chaque État Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, d'ordre législatif, pour que les actes criminels relevant de la présente Convention ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues.

Article 7

1. Chaque État Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 lorsque :

- a) L'infraction a été commise sur son territoire;
- b) L'infraction a été commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment des faits; ou
- c) L'infraction a été commise par l'un de ses nationaux.

2. Chaque État Partie peut également établir sa compétence sur de telles infractions lorsque :

a) L'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'article 2, paragraphe 1, alinéas a) ou b), sur son territoire ou contre l'un de ses nationaux;

b) L'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'article 2, paragraphe 1, alinéas a) ou b), contre une installation publique dudit État située en dehors de son territoire, y compris ses locaux diplomatiques ou consulaires;

c) L'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'article 2, paragraphe 1, alinéas a) ou b), visant à le contraindre à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

d) L'infraction a été commise par un apatride ayant sa résidence habituelle sur son territoire;

e) L'infraction a été commise à bord d'un aéronef exploité par le Gouvernement dudit État.

3. Lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, chaque État Partie informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la compétence qu'il a établie conformément au paragraphe 2. En cas de modification, l'État Partie concerné en informe immédiatement le Secrétaire général.

4. Chaque État Partie adopte également les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des États Parties qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2.

5. Lorsque plus d'un État Partie se déclare compétent à l'égard d'une infraction visée à l'article 2, les États Parties intéressés s'efforcent de coordonner leur action comme il convient, en particulier pour ce qui est des conditions d'engagement des poursuites et des modalités d'entraide judiciaire.

6. Sans préjudice des normes du droit international général, la présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale établie par un État Partie conformément à son droit interne.

Article 8

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes de son droit interne, les mesures nécessaires à l'identification, à la détection, au gel ou à la saisie de tous fonds utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre les infractions visées à l'article 2, ainsi que du produit de ces infractions, aux fins de confiscation éventuelle.
2. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes de son droit interne, les mesures nécessaires à la confiscation des fonds utilisés ou destinés à être utilisés pour la commission des infractions visées à l'article 2, ainsi que du produit de ces infractions.
3. Chaque État Partie intéressé peut envisager de conclure des accords prévoyant de partager avec d'autres États Parties, systématiquement ou au cas par cas, les fonds provenant des confiscations visées dans le présent article.
4. Chaque État Partie envisage de créer des mécanismes en vue de l'affectation des sommes provenant des confiscations visées au présent article à l'indemnisation des victimes d'infractions visées à l'article 2, paragraphe 1, alinéas a) ou b), ou de leur famille.
5. Les dispositions du présent article sont appliquées sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

Article 9

1. Lorsqu'il est informé que l'auteur ou l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 2 pourrait se trouver sur son territoire, l'État Partie concerné prend les mesures qui peuvent être nécessaires conformément à sa législation interne pour enquêter sur les faits portés à sa connaissance.
2. S'il estime que les circonstances le justifient, l'État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction prend

les mesures appropriées en vertu de sa législation interne pour assurer la présence de cette personne aux fins de poursuites ou d'extradition.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 2 du présent article est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet État;

c) D'être informée des droits que lui confèrent les alinéas a) et b) du présent paragraphe.

4. Les droits énoncés au paragraphe 3 du présent article s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'État sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits énoncés au paragraphe 3 du présent article sont accordés.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout État Partie ayant établi sa compétence conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 ou à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 7 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. Lorsqu'un État Partie a placé une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les États Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 ou 2 de l'article 7 et, s'il le juge opportun, tous autres États Parties intéressés. L'État qui procède à l'enquête visée au paragraphe 1 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits États Parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 10

1. Dans les cas où les dispositions de l'article 7 sont applicables, l'État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction est tenu, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard excessif et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour qu'elles engagent des poursuites pénales selon la procédure prévue par sa législation. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de caractère grave conformément aux lois de cet État.

2. Chaque fois que la législation interne d'un État Partie ne l'autorise à extradier ou à remettre un de ses nationaux qu'à la condition que l'intéressé lui sera rendu pour purger la peine à laquelle il aura été condamné à l'issue du procès ou de la procédure pour lesquels l'extradition ou la remise est demandée, et que cet État et l'État demandant l'extradition acceptent cette formule et les autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, l'extradition ou la remise conditionnelle vaudra exécution par l'État Partie requis de l'obligation prévue au paragraphe 1 du présent article.

Article 11

1. Les infractions prévues à l'article 2 sont de plein droit considérées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États Parties avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les États Parties s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition qu'ils pourront conclure entre eux par la suite.

2. Un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité a la faculté, lorsqu'il reçoit une demande d'extradition d'un autre État Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 2. L'extradition est assujettie aux autres conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article 2 comme cas

d'extradition entre eux, sans préjudice des conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Si nécessaire, les infractions prévues à l'article 2 sont réputées, aux fins d'extradition entre États Parties, avoir été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des États ayant établi leur compétence conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 7.

5. Les dispositions relatives aux infractions visées à l'article 2 de tous les traités ou accords d'extradition conclus entre États Parties sont réputées être modifiées entre États Parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 12

1. Les États Parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible pour toute enquête ou procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées à l'article 2, y compris pour l'obtention des éléments de preuve en leur possession qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les États Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de faire droit à une demande d'entraide judiciaire.

3. La Partie requérante ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par la Partie requise pour des enquêtes, des poursuites pénales ou des procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de la Partie requise.

4. Chaque État Partie peut envisager d'établir des mécanismes afin de partager avec d'autres États Parties les informations ou les éléments de preuve nécessaires pour établir les responsabilités pénales, civiles ou administratives, comme prévu à l'article 5.

5. Les États Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu des paragraphes 1 et 2 en conformité avec tout traité ou autre accord d'entraide judiciaire ou d'échange d'informations qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États Parties s'accordent cette entraide en conformité avec leur législation interne.

Article 13

Aucune des infractions visées à l'article 2 ne peut être considérée, aux fins d'extradition ou d'entraide judiciaire, comme une infraction fiscale. En conséquence, les États Parties ne peuvent invoquer uniquement le caractère fiscal de l'infraction pour refuser une demande d'entraide judiciaire ou d'extradition.

Article 14

Pour les besoins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre États Parties, aucune des infractions visées à l'article 2 n'est considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être rejetée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique, ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

Article 15

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme énonçant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'État Partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 2 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des raisons tenant à sa race, sa religion, sa nationalité, son origine ethnique ou ses opinions politiques, ou que faire droit à la demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Article 16

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État Partie dont la présence est requise dans un autre État Partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte son concours à

l'établissement des faits dans le cadre d'une enquête ou de poursuites relatives aux infractions visées à l'article 2 peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies :

a) Ladite personne y consent librement et en toute connaissance de cause;

b) Les autorités compétentes des deux États concernés y consentent, sous réserve des conditions qu'elles peuvent juger appropriées.

2. Aux fins du présent article :

a) L'État vers lequel le transfert est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'État à partir duquel la personne a été transférée;

b) L'État vers lequel le transfert est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de remettre l'intéressé à la garde de l'État à partir duquel le transfert a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux États auront autrement décidé;

c) L'État vers lequel le transfert est effectué ne peut exiger de l'État à partir duquel le transfert est effectué qu'il engage une procédure d'extradition pour que l'intéressé lui soit remis;

d) Il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'État vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État à partir duquel il a été transféré.

3. À moins que l'État Partie à partir duquel une personne doit être transférée en vertu du présent article ne donne son accord, ladite personne, quelle que soit sa nationalité, ne peut pas être poursuivie ou détenue ou soumise à d'autres restrictions à sa liberté de mouvement sur le territoire de l'État vers lequel elle est transférée à raison d'actes ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État à partir duquel elle a été transférée.

Article 17

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou procédure engagée en vertu de la présente Convention se voit garantir un traitement équitable et, en particulier, jouit de tous les droits et bénéficie de toutes les garanties prévus par la législation de l'État sur le territoire duquel elle se trouve et les dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

Article 18

1. Les États Parties coopèrent pour prévenir les infractions visées à l'article 2 en prenant toutes les mesures possibles, notamment en adaptant si nécessaire leur législation interne, afin d'empêcher et de contrecarrer la préparation sur leurs territoires respectifs d'infractions devant être commises à l'intérieur ou à l'extérieur de ceux-ci, notamment :

a) Des mesures interdisant sur leur territoire les activités illégales de personnes et d'organisations qui, en connaissance de cause, encouragent, fomentent, organisent ou commettent des infractions visées à l'article 2;

b) Des mesures faisant obligation aux institutions financières et aux autres professions intervenant dans les opérations financières d'utiliser les moyens disponibles les plus efficaces pour identifier leurs clients habituels ou occasionnels, ainsi que les clients dans l'intérêt desquels un compte est ouvert, d'accorder une attention particulière aux opérations inhabituelles ou suspectes et de signaler les opérations présumées découler d'activités criminelles. À cette fin, les États Parties doivent envisager :

i) D'adopter des réglementations interdisant l'ouverture de comptes dont le titulaire ou le bénéficiaire n'est pas identifié ni identifiable et des mesures garantissant que ces institutions vérifient l'identité des véritables détenteurs de ces opérations;

ii) S'agissant de l'identification des personnes morales, d'exiger que les institutions financières prennent, si nécessaire, des mesures pour vérifier l'existence et la structure juridiques du client en obtenant d'un registre public ou du client, ou des deux, une preuve de la constitution

en société comprenant notamment des renseignements concernant le nom du client, sa forme juridique, son adresse, ses dirigeants et les dispositions régissant le pouvoir d'engager la personne morale;

iii) D'adopter des réglementations qui imposent aux institutions financières l'obligation de signaler promptement aux autorités compétentes toutes les opérations complexes, inhabituelles, importantes, et tous les types inhabituels d'opérations, lorsqu'elles n'ont pas de cause économique ou licite apparente, sans crainte de voir leur responsabilité pénale ou civile engagées pour violation des règles de confidentialité, si elles rapportent de bonne foi leurs soupçons;

iv) D'exiger des institutions financières qu'elles conservent, pendant au moins cinq ans, toutes les pièces nécessaires se rapportant aux opérations tant internes qu'internationales.

2. Les États Parties coopèrent également à la prévention des infractions visées à l'article 2 en envisageant :

a) Des mesures pour la supervision de tous les organismes de transfert monétaire, y compris, par exemple, l'agrément de ces organismes;

b) Des mesures réalistes qui permettent de détecter ou de surveiller le transport physique transfrontière d'espèces et d'effets au porteur négociables, sous réserve qu'elles soient assujetties à des garanties strictes visant à assurer que l'information est utilisée à bon escient et qu'elles n'entravent en aucune façon la libre circulation des capitaux.

3. Les États Parties coopèrent en outre à la prévention des infractions visées à l'article 2 en échangeant des renseignements exacts et vérifiés conformément à leur législation interne et en coordonnant les mesures administratives et autres mesures prises, le cas échéant, afin de prévenir la commission des infractions visées à l'article 2, et notamment en :

a) Établissant et maintenant des canaux de communication entre leurs organismes et services compétents afin de faciliter l'échange sûr et rapide d'informations sur tous les aspects des infractions visées à l'article 2;

b) Coopérant entre eux pour mener des enquêtes relatives aux infractions visées à l'article 2 portant sur :

i) L'identité, les coordonnées et les activités des personnes dont il est raisonnable de soupçonner qu'elles ont participé à la commission de telles infractions;

ii) Les mouvements de fonds en rapport avec la commission de ces infractions.

4. Les États Parties peuvent échanger des informations par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).

Article 19

L'État Partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, dans les conditions prévues par sa législation interne ou par les procédures applicables, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres États Parties.

Article 20

Les États Parties s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention dans le respect des principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États, ainsi que de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

Article 21

Aucune disposition de la présente Convention n'a d'incidence sur les autres droits, obligations et responsabilités des États et des individus en vertu du droit international, en particulier les buts de la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire et les autres conventions pertinentes.

Article 22

Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un État Partie à exercer sur le territoire d'un autre État Partie une compétence ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre État Partie par son droit interne.

Article 23

1. L'annexe peut être modifiée par l'ajout de traités pertinents réunissant les conditions suivantes :

- a). Être ouverts à la participation de tous les États;
- b). Être entrés en vigueur;
- c). Avoir fait l'objet de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion d'au moins 22 États Parties à la présente Convention.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout État Partie peut proposer un tel amendement. Toute proposition d'amendement est communiquée par écrit au depositaire, qui avise tous les États Parties des propositions qui réunissent les conditions énoncées au paragraphe 1 et sollicite leur avis au sujet de l'adoption de l'amendement proposé.

3. L'amendement proposé est réputé adopté à moins qu'un tiers des États Parties ne s'y oppose par écrit dans les 180 jours suivant sa communication.

4. Une fois adopté, l'amendement entre en vigueur, pour tous les États Parties ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, 30 jours après le dépôt du vingt-deuxième de ces instruments: Pour chacun des États Parties qui ratifient, acceptent ou approuvent l'amendement après le dépôt du vingt-deuxième instrument, l'amendement entre en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par ledit État Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 24

1. Tout différend entre des États Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un de ces États. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.
2. Tout État peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres États Parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers tout État Partie qui a formulé une telle réserve.
3. Tout État qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 25

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États du 10 janvier 2000 au 31 décembre 2001, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.
2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront, accepteront ou approuveront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 27

1. Tout État Partie peut dénoncer la présente Convention en adressant une notification écrite à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 28

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le 10 janvier 2000.

Annexe

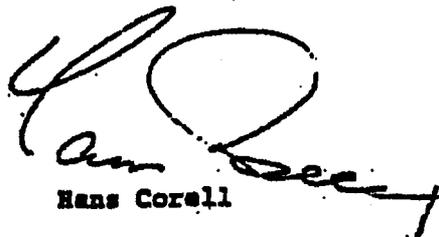
1. Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970):
2. Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 23 septembre 1971).
3. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973.
4. Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979.
5. Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (Vienne, 3 mars 1980).
6. Protocole pour la répression d'actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 24 février 1988).
7. Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Rome, 10 mars 1988).
8. Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (Rome, 10 mars 1988).
9. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1999, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1999, et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)



Hans Corell

United Nations, New York
15 December 1999

Organisation des Nations Unies
New York, le 15 décembre 1999

**CONVENZIONE INTERNAZIONALE PER LA REPRESSIONE DEL
FINANZIAMENTO DEL TERRORISMO**

Nazioni Unite 1999

Preambolo*Gli Stati - Parte della presente Convenzione ,*

Tenendo a mente gli scopi ed i principi della Carta delle Nazioni Unite concernenti il mantenimento della pace e della sicurezza internazionali e lo sviluppo delle relazioni di buon vicinato, di amicizia e di cooperazione fra gli Stati,

Profondamente preoccupati per la moltiplicazione nel mondo intero di atti di terrorismo in tutte le sue forme e manifestazioni,

Ricordando la Dichiarazione del cinquantesimo anniversario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che figura nella risoluzione 50/6 dell'Assemblea generale del 24 ottobre 1995,

Ricordando altresì tutte le risoluzioni dell'Assemblea generale in materia, in particolare la risoluzione 49/60 del 9 dicembre 1994 ed il relativo allegato riproducente la Dichiarazione sulle misure volte ad eliminare il terrorismo internazionale, nel quale gli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite hanno solennemente ribadito la loro categorica condanna, in quanto criminali ed ingiustificabili di tutti gli atti, metodi e prassi terroristiche ovunque avvengano ed a prescindere da chi ne siano gli autori, in particolare quelli che mettono a repentaglio le relazioni amichevoli fra gli Stati ed i popoli e minacciano l'integrità territoriale e la sicurezza degli Stati ;

Notando che nella Dichiarazione sulle misure volte ad eliminare il terrorismo internazionale, l'Assemblea ha inoltre incoraggiato gli Stati ad esaminare con urgenza la portata delle disposizioni giuridiche internazionali in vigore concernenti la prevenzione, la repressione e l'eliminazione del terrorismo in tutte le sue forme e manifestazioni , per accertare che esista un quadro giuridico generale inclusivo di tutti gli aspetti della questione;

Ricordando la risoluzione 51/210 dell'Assemblea generale in data 17 dicembre 1996, al cui capoverso f) paragrafo 3 l'Assemblea invita gli Stati a prendere provvedimenti per prevenire ed impedire con adeguati mezzi interni il finanziamento di terroristi o di organizzazioni terroristiche, effettuato sia direttamente sia indirettamente per il tramite di organizzazioni aventi anche, o che pretendono di avere un scopo di beneficenza, culturale o sociale o che sono altresì implicate in attività illegali quali il traffico illecito di armi, il traffico di stupefacenti e l'estorsione di fondi, ivi compreso lo sfruttamento di persone in vista di finanziare attività terroristiche e considerare, se del caso, l'opportunità di adottare una regolamentazione per prevenire e impedire i movimenti dei fondi sospettati di essere destinati a fini terroristici , senza tuttavia intralciare la libertà di circolazione dei capitali legittimi, intensificando gli scambi d'informazioni sui movimenti internazionali di tali fondi.

Ricordando altresì la risoluzione 52/165 dell'Assemblea generale in data 15 dicembre 1997, con la quale l'Assemblea ha invitato gli Stati a considerare specificamente l'attuazione di misure quali quelle enumerate ai capoversi a) ad f) del paragrafo 3 della risoluzione 51/210 di detta Assemblea del 17 dicembre 1996,

Ricordando inoltre la risoluzione 53/108 dell'Assemblea generale, in data 8 dicembre 1998, con la quale l'Assemblea ha deciso che il Comitato speciale istituito dalla risoluzione 51/210 del 17 dicembre 1996, avrebbe elaborato un progetto di convenzione internazionale per la repressione del finanziamento del terrorismo, al fine di completare gli strumenti internazionali esistenti vertenti sul terrorismo,

Considerando che il finanziamento del terrorismo è un argomento che preoccupa profondamente l'intera comunità internazionale,

Notando che il numero e la gravità degli atti di terrorismo internazionale sono in funzione delle risorse finanziarie che i terroristi possono ottenere,

Notando altresì che gli strumenti giuridici multilaterali esistenti non trattano espressamente il finanziamento del terrorismo,

Convinti dell'urgente necessità di rafforzare la cooperazione internazionale fra gli Stati in vista dell'elaborazione e dell'adozione di misure efficaci volte a prevenire il finanziamento del terrorismo ed a reprimerlo mediante azioni giudiziarie contro i suoi autori, e penalizzando questi ultimi,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

Ai fini della presente Convenzione:

1. Per <<Fondi>> s'intendono ogni tipo di averi, corporali o incorporali, mobili o immobili, acquisiti con qualsiasi mezzo, nonché documenti o atti giuridici in qualsivoglia forma, ivi compreso in forma elettronica o numerica, attestanti un diritto di proprietà o un interesse su questi beni, e in particolare crediti bancari, assegni di viaggio, assegni bancari, vaglia, azioni, titoli, obbligazioni, cambiali e lettere di credito, tale enumerazione non essendo esauriente.

2. Per <<installazione governativa o pubblica>> s'intende qualsiasi installazione o mezzo di trasporto a carattere permanente o temporaneo, che è utilizzato o occupato dai rappresentanti di uno Stato, dai membri del governo, del parlamento o della magistratura o da agenti o funzionari di uno Stato o di qualsiasi altra autorità o ente pubblico, ovvero da agenti o dipendenti di un'organizzazione intergovernativa, nell'ambito delle loro funzioni ufficiali.

3. Per <<Proventi>> s'intendono tutti i fondi derivati, direttamente o indirettamente, dalla perpetrazione di un reato quale previsto all'articolo 2, o ottenuti direttamente o indirettamente, attraverso la perpetrazione di tale reato.

Articolo 2

1. Commette reato ai sensi della presente Convenzione ogni persona la quale, con qualsiasi mezzo, direttamente o indirettamente, illecitamente e deliberatamente fornisce o raccoglie fondi nell'intento di vederli utilizzati, o sapendo che saranno utilizzati, in tutto o in parte, al fine di commettere:

a) un atto che costituisce reato ai sensi e secondo la definizione di uno dei trattati enumerati nell'allegato;

b) ogni altro atto destinato ad uccidere o a ferire gravemente un civile o ogni altra persona che non partecipa direttamente alle ostilità in una situazione di conflitto armato quando, per sua natura o contesto, tale atto sia finalizzato ad intimidire una popolazione o a costringere un governo o un'organizzazione internazionale a compiere o all'astenersi da compiere, un atto qualsiasi.

2. a) Nel depositare il suo strumento di ratifica di accettazione, di approvazione o di adesione, lo Stato Parte che non ha aderito ad un trattato elencato nell'allegato di cui al capoverso a) del paragrafo 1 del presente articolo può dichiarare che, qualora la presente Convenzione gli sia applicata, tale trattato è considerato non figurante in detto allegato. Tale dichiarazione si annulla non appena il trattato entra in vigore per lo Stato Parte, il quale notifica al riguardo il depositario.

b) Lo Stato Parte che cessa di essere parte ad un trattato elencato nell'allegato, può fare, riguardo a tale trattato, la dichiarazione prevista nel presente articolo.

3. Affinché un atto costituisca reato ai sensi del paragrafo 1, non occorre che i fondi siano stati effettivamente utilizzati per commettere un reato di cui ai capoversi a) o b) del paragrafo 1 del presente articolo.

4. Commette altresì reato chiunque tenti di commettere reato ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

5. Commette altresì reato chiunque:

a) partecipa in quanto complice ad un reato ai sensi dei paragrafi 1 o 4 del presente articolo;

b) organizza la commissione di un reato ai sensi dei paragrafi 1 o 4 del presente articolo o dà ordine ad altre persone di commetterlo;

c) contribuisce alla commissione, ad opera di un gruppo che agisce di comune accordo, di uno o più dei reati di cui ai paragrafi 1 o 4 del presente articolo. Tale contributo deve essere deliberato e:

i) sia mirare ad agevolare l'attività criminale del gruppo o servire ai suoi scopi, se tale attività o scopi presuppongono la perpetrazione di un reato ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo;

ii) sia essere fornito sapendo che il gruppo ha intenzione di commettere un reato ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 3

La presente Convenzione non si applica quando il reato è commesso all'interno di un solo Stato, ed il presunto autore è cittadino di tale Stato e si trova sul territorio di detto Stato e quando nessun altro Stato ha motivo, ai sensi del paragrafo 1 o del paragrafo 2 dell'articolo 7, di stabilire la propria giurisdizione, rimanendo inteso che le disposizioni degli articoli 12 a 18, a seconda di come convenga, si applicano in tal caso.

Articolo 4

Ciascuno Stato Parte adotta i provvedimenti eventualmente necessari per:

a) erigere a reati, riguardo al suo diritto interno, i reati di cui all'articolo 2;

b) penalizzare tali reati mediante pene appropriate, in considerazione della loro gravità.

Articolo 5

1. Ciascun Stato Parte, in conformità ai principi del suo diritto interno adotta le misure necessarie affinché sia messa in causa la responsabilità di una persona giuridica ubicata sul suo territorio o istituita sotto il dominio della sua legislazione, quando una persona responsabile della direzione o del controllo di tale persona giuridica ha, in tale qualità, commesso un reato di cui all'articolo 2. Tale responsabilità può essere penale, civile o amministrativa.

2. Tale responsabilità è messa in causa, senza pregiudizio della responsabilità penale delle persone fisiche che hanno commesso i reati.

3. Ciascuno Stato Parte bada, in modo particolare, che le persone giuridiche la cui responsabilità è messa in causa ai sensi del paragrafo 1, siano oggetto di sanzioni penali, civili o amministrative efficaci, proporzionate e deterrenti. Tali sanzioni possono essere di natura pecuniaria.

Articolo 6

Ciascun Stato Parte adotta le misure eventualmente necessarie, ivi compreso, se del caso, di ordine legislativo, affinché gli atti criminali di competenza della presente Convenzione non possano in alcuna circostanza essere giustificati da considerazioni di natura politica, filosofica, ideologica, razziale, etnica, religiosa o da altri motivi analoghi.

Articolo 7

1. Ciascun Stato Parte adotta le misure eventualmente necessarie per stabilire la propria giurisdizione riguardo ai reati di cui all'articolo 2 se:

a) il reato è stato commesso sul suo territorio;

b) il reato è stato commesso a bordo di una nave che inalbera la sua bandiera o di un velivolo immatricolato in conformità alla sua legislazione al momento dei fatti; oppure

c) il reato è stato commesso da un suo cittadino.

2. Ciascun Stato Parte può altresì determinare la propria competenza riguardo a tali reati se:

a) il reato aveva come scopo, o ha avuto come risultato la commissione di un reato di cui all'articolo 2, paragrafo 1, capoversi a) o b) sul suo territorio o contro un suo cittadino;

b) il reato aveva come scopo, o ha avuto come risultato, la commissione di un reato di cui all'articolo 2, paragrafo 1, capoversi a) o b), contro un'installazione pubblica di detto Stato, ivi comprese le relative pertinenze diplomatiche o consolari, situata fuori dal suo territorio;

c) il reato aveva come scopo, o ha avuto come risultato, la commissione di un reato di cui all'articolo 2, paragrafo 1, capoversi a) o b) in vista di costringere a compiere un qualsiasi atto o di astenersi dal compierlo;

d) il reato è stato commesso da un apolide avente la sua residenza abituale sul territorio di detto Stato;

e) il reato è stato commesso a bordo di un velivolo gestito dal Governo di detto Stato.

3. Al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione della presente Convenzione o dell'adesione ad essa, ciascuno Stato Parte informa il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite circa la giurisdizione che ha stabilito in conformità al paragrafo 2. In caso di modifica, lo Stato Parte interessato ne informa immediatamente il Segretario Generale.
4. Ogni Stato Parte può altresì adottare le misure necessarie per stabilire la sua giurisdizione riguardo ai reati di cui all'articolo 2, quando il presunto autore del reato si trova sul suo territorio ed esso non lo estrada verso uno qualunque degli Stati Parte che hanno stabilito la loro giurisdizione in conformità al paragrafo 1 o al paragrafo 2.
5. Se più di uno Stato Parte si dichiara competente per un reato di cui all'articolo 2, gli Stati Parte interessati faranno ogni sforzo per coordinare la loro azione come opportuno, in particolare per quanto riguarda le condizioni per intentare azioni legali, e le modalità di una reciproca assistenza giudiziaria.
6. Fatte salve le norme del diritto internazionale generale, la presente Convenzione non esclude l'esercizio di alcuna competenza penale stabilita da uno Stato Parte in conformità al suo diritto interno.

Articolo 8

1. Ogni Stato Parte adotta, in conformità ai principi del suo diritto interno, le misure necessarie per l'individuazione, la rilevazione, il blocco o il sequestro di tutti i fondi utilizzati o destinati ad essere utilizzati per commettere i reati di cui al paragrafo 2, nonché dei proventi di tali reati, ai fini di un'eventuale confisca.
2. Ogni Stato Parte adotta, in conformità ai principi del suo diritto interno, le misure necessarie per la confisca dei fondi utilizzati o destinati ad essere utilizzati per commettere i reati di cui al paragrafo 2, nonché dei proventi di tali reati.
3. Ogni Stato Parte interessato può considerare di concludere accordi che prevedono di condividere con altri Stati Parte, sistematicamente o caso per caso, i fondi provenienti dalle confische di cui nel presente articolo.
4. Ogni Stato Parte prevede di istituire meccanismi in vista di destinare gli importi provenienti dalle confische di cui al presente articolo, all'indennizzo delle vittime dei reati di cui all'articolo 2, paragrafo 1, capoversi a) o b) o delle loro famiglie.
5. L'applicazione delle disposizioni del presente articolo non deve ledere i diritti di terzi in buona fede.

Articolo 9

1. Quando è informato che l'autore o il presunto autore di un reato di cui all'articolo 2 potrebbe trovarsi sul suo territorio, lo Stato Parte interessato prende le misure eventualmente necessarie in conformità alla sua legislazione interna per indagare sui fatti di cui è venuto a conoscenza.
2. Se ritiene che le circostanze lo giustificano, lo Stato Parte sul cui territorio si trova l'autore o il presunto autore del reato prende le misure appropriate ai sensi della sua legislazione interna per assicurare la presenza di tale persona a fini di azioni giudiziarie o di estradizione.
3. Ogni persona nei cui confronti sono adottate le misure di cui al paragrafo 2 ha diritto:

a) di comunicare senza indugio con il più vicino rappresentante qualificato dello Stato di cui ha la nazionalità o che è in altro modo abilitato a tutelare i suoi diritti, oppure, se si tratta di un apolide, dello Stato nel cui tale persona risiede abitualmente;

b) di ricevere la visita di un rappresentante di questo Stato;

c) di essere informata dei diritti che le sono conferiti dai capoversi a) e b) del presente paragrafo.

4. I diritti enunciati al paragrafo 3 del presente articolo si esercitano nell'ambito delle leggi e dei regolamenti dello Stato sul cui territorio si trovano l'autore o il presunto autore del reato, rimanendo tuttavia inteso che tali leggi e regolamenti devono consentire una completa realizzazione dei fini per i quali sono concessi i diritti enunciati al paragrafo 3.

5. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo non pregiudicano il diritto di qualunque Stato Parte che ha stabilito la sua giurisdizione in conformità al capoverso b) del paragrafo 1 o al capoverso b) del paragrafo 2 dell'articolo 7, d'invitare il Comitato internazionale della Croce Rossa a comunicare con il presunto autore del reato ed a fargli visita.

6. Se uno Stato ha incarcerato una persona in conformità alle disposizioni del presente articolo, esso deve informare immediatamente di tale detenzione, nonché delle circostanze che la giustificano, direttamente o tramite il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, gli Stati Parte che hanno stabilito la propria giurisprudenza, in conformità ai paragrafi 1 o 2 dell'articolo 7 e, se lo ritiene opportuno, tutti gli altri Stati interessati. Lo Stato che procede all'inchiesta di cui al paragrafo 1 del presente articolo comunica sollecitamente le relative conclusioni a tali Stati Parte e li informa che intende esercitare la sua giurisdizione.

Articolo 10

1. Nei casi in cui sono applicabili le disposizioni dell'articolo 7, lo Stato Parte nel cui territorio si trova il presunto autore del reato è tenuto, se non lo estrada, a sottoporre il caso senza eccessivi ritardi e senza eccezione, a prescindere che il reato sia stato o meno commesso sul suo territorio, alle sue autorità competenti affinché queste ultime intentino un procedimento penale secondo la procedura prevista dalla sua legislazione. Tali autorità adottano la loro decisione nelle stesse condizioni che per ogni altro reato grave in conformità alle leggi di questo Stato.

2. Ogni qualvolta la legislazione interna di uno Stato Parte lo autorizza ad estradare o a consegnare un suo cittadino, unicamente a patto che l'interessato gli sarà restituito per scontare la pena alla quale sarà stato condannato all'esito del processo o della procedura per la quale si richiede l'estradizione, e che questo Stato e lo Stato che chiede l'estradizione accettano questa soluzione e le altre eventuali condizioni che giudicano appropriate, l'estradizione o la consegna condizionale varranno in quanto esecuzione, da parte dello Stato Parte richiesto, dell'obbligo previsto al paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 11

1. I reati di cui all'articolo 2 sono a pieno titolo considerati come casi di estradizione in qualunque trattato d'estradizione concluso fra Stati Parte prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione. Gli Stati Parte s'impegnano a considerare questi reati come casi d'estradizione in qualsiasi trattato d'estradizione che potranno in seguito concludere fra di loro.

2. Uno Stato Parte che subordina l'extradizione all'esistenza di un trattato ha facoltà, quando riceve una domanda di estradizione di un altro Stato Parte con il quale non è vincolato da un trattato di estradizione, di considerare la presente Convenzione come fondamento giuridico dell'extradizione per quel che concerne i reati di cui all'articolo 2. L'extradizione è assoggettata alle altre condizioni stabilite dalla legislazione dello Stato richiesto.
3. Gli Stati Parte che non subordinano l'extradizione all'esistenza di un trattato riconoscono i reati di cui all'articolo 2 come casi di estradizione fra di loro, senza pregiudicare le condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.
4. Ove necessario, i reati di cui all'articolo 2 sono considerati, ai fini dell'extradizione fra Stati Parte, essere stati commessi sia sul luogo della loro perpetrazione, sia sul territorio degli Stati che hanno stabilito la propria giurisdizione in conformità ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 7.
5. Le disposizioni relative ai reati di cui all'articolo 2 di tutti i trattati o accordi d'extradizione conclusi fra Stati Parte si considerano modificate fra Stati Parte nella misura in cui sono incompatibili con la presente Convenzione.

Articolo 12

1. Gli Stati Parte si concedono reciprocamente la massima assistenza giudiziaria per qualsiasi inchiesta o procedura penale, o procedura d'extradizione relativa ai reati di cui all'articolo 2, ivi compreso per l'ottenimento degli elementi di prova in loro possesso che sono necessari ai fini della procedura.
2. Gli Stati Parte non possono invocare il segreto bancario per rifiutare di evadere una domanda di assistenza giudiziaria.
3. La parte richiedente non comunica né utilizza le informazioni o gli elementi di prova forniti dalla Parte richiesta per investigazioni, procedimenti penali o procedure giudiziarie diverse da quelle indicate nella richiesta, senza il consenso preliminare della Parte richiesta.
4. Ciascuno Stato Parte può prevedere di istituire meccanismi al fine di condividere con altri Stati Parte le informazioni o gli elementi di prova necessari per stabilire le responsabilità penali, civili o amministrative come previsto all'articolo 5.
5. Gli Stati Parte adempiono agli obblighi che incombono loro ai sensi dei paragrafi 1 e 2 in conformità con ogni trattato o altro accordo di assistenza giudiziaria o scambio d'informazioni esistente fra di loro. In mancanza di tale trattato o accordo, gli Stati Parti si concedono tale assistenza giudiziaria in conformità alla loro legislazione interna.

Articolo 13

Nessuno dei reati di cui all'articolo 2 può essere considerato ai fini dell'extradizione o dell'assistenza giudiziaria reciproca come reato fiscale. Di conseguenza, gli Stati Parte non possono invocare il solo carattere fiscale del reato per rifiutare una richiesta di assistenza giudiziaria o di estradizione.

Articolo 14

Per le esigenze dell'extradizione o dell'assistenza giudiziaria reciproca fra Stati Parte, nessuno dei reati di cui all'articolo 2 è considerato come reato politico, come reato

connesso ad un reato politico o come reato ispirato da moventi politici. Di conseguenza, una richiesta di estradizione o di assistenza giudiziaria reciproca fondata su tale reato non può essere respinta per il solo fatto che concerne un reato politico, un reato connesso ad un reato politico o un reato ispirato da moventi politici.

Articolo 15

Nessuna disposizione della presente Convenzione deve essere interpretata nel senso di enunciare un obbligo di estradizione o di assistenza giudiziaria reciproca se lo Stato Parte richiesto ha validi motivi per ritenere che la richiesta di estradizione per i reati di cui all'articolo 2 o la domanda di assistenza giudiziaria concernente tali reati è stata presentata al fine di perseguire giudizialmente o di penalizzare una persona per ragioni attinenti alla sua razza, religione, nazionalità, origine etnica o alle sue opinioni politiche, o che l'accettazione della richiesta potrebbe pregiudicare la situazione di questa persona per uno qualsiasi di tali motivi.

Articolo 16

1. Ogni persona detenuta o che sconta una pena sul territorio di uno Stato Parte, la cui presenza è richiesta in un altro Stato Parte a fini d'identificazione o di testimonianza o affinché fornisca il suo contributo alla determinazione dei fatti nell'ambito di un'inchiesta o di azioni giudiziarie in relazione ai reati di cui all'articolo 2, può essere trasferita purché esistano le seguenti condizioni:

- a) tale persona vi consente liberamente e consapevolmente ;
- b) le autorità competenti dei due Stati interessati vi consentono, fatte salve le condizioni che possono ritenere appropriate.

2. Ai fini del presente articolo:

- a) lo Stato verso il quale il trasferimento è effettuato ha il potere e l'obbligo di trattenere l'interessato in detenzione, salvo richiesta o autorizzazione contraria dello Stato dal quale la persona è stata trasferita;
- b) lo Stato verso il quale si effettua il trasferimento, adempie senza indugio all'obbligo di riconsegnare l'interessato alla custodia dello Stato dal quale il trasferimento è stato effettuato, in conformità a quanto sia stato preliminarmente convenuto o a quanto le autorità competenti dei due Stati potranno aver deciso in altro modo ;
- c) Lo Stato verso il quale è effettuato il trasferimento non può esigere dallo Stato dal quale si effettua il trasferimento che intenti una procedura di estradizione per ottenere la consegna dell'interessato;
- d) Si terrà conto del periodo di detenzione trascorso dall'interessato nello Stato verso il quale è stato trasferito, ai fini del conteggio della pena da scontare nello Stato dal quale è stato trasferito.

3. A meno che lo Stato Parte dal quale una persona deve essere trasferita ai sensi del presente articolo non vi acconsenta, tale persona a prescindere dalla sua nazionalità, non può essere perseguita giudizialmente o detenuta o sottoposta ad altre privazioni della sua libertà di movimento sul territorio dello Stato verso il quale è trasferita in ragione di atti o di condanne precedenti alla sua partenza dal territorio dello Stato dal quale è stata trasferita.

Articolo 17

Ogni persona incarcerata o che è oggetto di ogni altra misura o procedura intentata ai sensi della presente Convenzione, deve vedersi garantire un trattamento equo; in particolare essa fruisce di tutti i diritti e beneficia di tutte le garanzie previste dalla legislazione dello Stato sui cui territorio si trova nonché delle disposizioni applicabili del diritto internazionale, comprese quelle relative ai diritti umani.

Articolo 18

1. Gli Stati Parte cooperano per prevenire i reati di cui all'articolo 2, adottando tutte le misure possibili e soprattutto adattando ove necessario, la loro legislazione interna al fine d'impedire e di contrastare la preparazione sui loro rispettivi territori di reati da commettere all'interno o all'esterno di questi ultimi, in particolare:

a) misure che vietino sul loro territorio le attività illegali di persone e di organizzazioni le quali consapevolmente incoraggiano, fomentano, organizzano o commettono i reati di cui all'articolo 2;

b) misure che obblighino le istituzioni finanziarie e le altre professioni intervenienti nelle operazioni finanziarie, ad utilizzare i mezzi disponibili più efficaci per identificare i loro clienti abituali o occasionali, nonché i clienti per i quali un conto è aperto, ed a controllare in modo particolare le operazioni insolite o sospette e segnalare le operazioni che si presume derivino da attività criminali. A tal fine, gli Stati Parte devono prevedere:

i) di adottare regolamentazioni che vietano l'apertura di conti il cui titolare o beneficiario non è né identificato né identificabile, nonché misure che garantiscono che le suddette istituzioni verifichino l'identità dei veri detentori di queste operazioni;

ii) trattandosi dell'identificazione di persone giuridiche, esigere che gli enti finanziari adottino, se necessario, misure per verificare l'esistenza o la struttura giuridica del cliente, ottenendo da un registro pubblico o dal cliente, o da entrambi, una prova della costituzione di una società, comprendente in particolare informazioni concernenti il nome del cliente, la sua forma giuridica, il suo indirizzo, i suoi dirigenti e le disposizioni che regolamentano il potere d'impegnare la persona giuridica;

iii) di adottare regolamentazioni che impongono agli enti finanziari l'obbligo di segnalare sollecitamente alle autorità competenti tutte le operazioni complesse, insolite, importanti e tutti i tipi insoliti di operazioni sprovviste di una causa economica o lecita apparente, senza temere che la loro responsabilità penale o civile sia messa in causa per violazione delle regole di riservatezza nel caso in cui segnalino in buona fede i loro sospetti;

iv) di esigere dagli enti finanziari che conservino, per almeno cinque anni, tutti i documenti necessari relative ad operazioni sia interne che internazionali.

2. Gli Stati Parte cooperano altresì a prevenire i reati di cui all'articolo 2, prevedendo:

a) misure per la supervisione di tutti gli organismi di trasferimento monetario, compreso, ad esempio, l'avallo di tali organismi;

b) misure realistiche che consentano di individuare o di sorvegliare il trasporto materiale transfrontaliero di denaro e di effetti al portatore negoziabili, a condizione che questi ultimi siano assoggettati a rigorose garanzie volte ad assicurare che le informazioni

saranno utilizzate per scopi leciti senza intralciare in alcun modo la libera circolazione dei capitali.

3. Gli Stati Parte cooperano inoltre alla prevenzione dei reati di cui all'articolo 2, scambiando informazioni esatte e verificate in conformità alla loro legislazione interna e coordinando le misure amministrative e gli altri provvedimenti adottati, se del caso, al fine di prevenire la perpetrazione dei reati di cui all'articolo 2, in particolare:

a) istituendo e mantenendo canali di comunicazione fra i loro organismi e servizi competenti al fine di agevolare uno scambio rapido e sicuro d'informazioni su tutti gli aspetti dei reati di cui all'articolo 2;

b) cooperando fra di loro per svolgere investigazioni relative ai reati di cui all'articolo 2 su:

i) l'identità, i dati personali e le attività delle persone che possono ragionevolmente essere sospettate di aver preso parte alla perpetrazione di tali reati;

ii) i movimenti di fondi in relazione alla perpetrazione di tali reati.

4. Gli Stati Parte possono scambiare informazioni tramite l'Organizzazione internazionale di polizia criminale (Interpol).

Articolo 19

Lo Stato Parte in cui un'azione penale è stata intentata contro il presunto autore del reato comunica, secondo le condizioni previste dalla sua legislazione interna o dalle procedure applicabili, il risultato definitivo di tale azione penale al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale informa al riguardo gli altri Stati Parte.

Articolo 20

Gli Stati Parte adempiono agli obblighi che discendono dalla presente Convenzione nel rispetto dei principi dell'uguaglianza sovrana e dell'integrità territoriale degli Stati, nonché di quello della non-ingerenza negli affari interni degli altri Stati.

Articolo 21

Nessuna disposizione della presente Convenzione ha incidenza sugli altri diritti, obblighi e responsabilità degli Stati e degli individui ai sensi del diritto internazionale, in particolare gli scopi della Carta delle Nazioni Unite, il diritto internazionale umanitario e le altre convenzioni pertinenti.

Articolo 22

Nessuna disposizione della presente Convenzione abilita uno Stato Parte ad esercitare sul territorio di un altro Stato Parte una competenza o delle funzioni che sono esclusivamente riservate alle autorità di tale altro Stato Parte dal suo diritto interno.

Articolo 23

1. L'allegato può essere modificato aggiungendovi trattati pertinenti che configurano le seguenti condizioni:
 - a) sono aperti alla partecipazione di tutti gli Stati;
 - b) sono entrati in vigore;
 - c) sono stati oggetto della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione di almeno 22 Stati Parte alla presente Convenzione.
2. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Stato Parte può proporre un tale emendamento. Ogni proposta di emendamento è comunicata per iscritto al depositario, il quale informa tutti gli Stati Parte sulle proposte che sono conformi alle condizioni enunciate al paragrafo 1, sollecitando il loro parere riguardo all'adozione dell'emendamento proposto.
3. La proposta di emendamento si ritiene adottata a meno che un terzo degli Stati Parte non vi si opponga per iscritto nei 180 giorni successivi alla sua comunicazione.
4. Dopo che è stato adottato, l'emendamento entra in vigore, per tutti gli Stati Parte che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, 30 giorni dopo il deposito del ventiduesimo di questi strumenti. Per ciascuno degli Stati Parte che ratificano, accettano o approvano l'emendamento dopo il deposito del ventiduesimo strumento, l'emendamento entra in vigore il trentesimo giorno successivo al deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione di tale Stato Parte.

Articolo 24

1. Ogni controversia fra Stati Parte relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non può essere risolta per via negoziale entro un ragionevole periodo di tempo, è sottoposta ad arbitrato, su richiesta di uno di questi Stati. Se, entro i sei mesi successivi alla data della domanda di arbitrato, le Parti non riescono a raggiungere un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi fra di loro può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di giustizia, presentando un ricorso in conformità allo Statuto della Corte.
2. Ogni Stato può, nel momento in cui firma, ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo. Gli altri Stati Parti non sono obbligati, da tali disposizioni, nei confronti di qualsiasi Stato Parte che abbia formulato tale riserva.
3. Ogni Stato che ha espresso una riserva in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo può ritirarla in qualsiasi momento indirizzando una notifica a tal fine al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 25

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati dal 10 gennaio 2000 al 31 dicembre 2001, presso la Sede delle Nazioni Unite, a New York.
2. La presente Convenzione è sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. . La presente Convenzione è aperta all'adesione di ogni Stato. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 26

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del ventiduesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Per ciascuno degli Stati che ratificheranno, accetteranno o approveranno la Convenzione o vi aderiranno dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito, da parte di questo Stato, del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 27

1. Ciascun Stato Parte può denunciare la presente Convenzione indirizzando una notifica scritta a tal fine al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. Tale denuncia sarà operante un anno dopo la data in cui la notifica sarà stata ricevuta dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 28

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne farà avere una copia certificata conforme a tutti gli Stati.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione, che è stata aperta alla firma a New York il 10 gennaio 2000.

Allegato

1. Convenzione per evitare il sequestro illecito di aeromobili (L'Aja, 16 dicembre 1970)
2. Convenzione per la repressione degli atti illeciti contro la sicurezza dell'aviazione civile internazionale (Montreal, 23 settembre 1971)
3. Convenzione sulla prevenzione e sulla repressione dei reati contro le persone che fruiscono di una protezione internazionale, compresi gli agenti diplomatici, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 14 dicembre 1973.
4. Convenzione internazionale contro la presa degli ostaggi , adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 17 dicembre 1979.
5. Convenzione internazionale sulla protezione fisica dei materiali nucleari (Vienna, 3 marzo 1980).
6. Protocollo sulla repressione degli atti illeciti di violenza negli aeroporti che servono l'aviazione civile internazionale, complementare alla Convenzione sulla repressione dei reati diretti contro la sicurezza dell'aviazione civile. (Montreal , 24 febbraio 1988)
7. Convenzione per la repressione dei reati contro la sicurezza della navigazione marittima (Roma, 10 marzo 1988)
8. Protocollo per la repressione di atti illeciti diretti contro la sicurezza delle installazioni fisse sulla piattaforma continentale (Roma, 10 marzo 1988)
9. Convenzione internazionale per la repressione degli attentati terroristici con esplosivo, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 15 dicembre 1997.

Certifico che il testo precedente è una copia conforme della Convenzione internazionale per la repressione del finanziamento del terrorismo, adottata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 9 dicembre 1999 ed il cui originale è depositato presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

Per il Segretario generale

Il Consigliere giuridico

(Vice-Segretario generale per gli affari giuridici)

Hans Corell

Organizzazione delle Nazioni Unite - New York, 15 dicembre 1999

